

## **Gestion des Dechets Menagers dans les Communes d'adjame et de Bingerville dans le District Autonome d'Abidjan, Cote d'Ivoire**

*N'tamon Ekissi Alexis, Doctorant*

Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie  
Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales et Humaines (LERISSH)

Doi:10.19044/esj.2020.v16n26p35

[URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n26p35](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n26p35)

---

### **Résumé**

Dans le district d'Abidjan, la quantité de déchets ménagers a connu au cours des dernières décennies un accroissement rapide en raison de l'urbanisation accélérée qui le caractérise. Dans ses différentes communes notamment celles d'Adjamé et de Bingerville, on constate la présence d'ordures ménagers dans les caniveaux, aux abords des routes et sur les voies publiques. Ce phénomène dû à la mauvaise gestion des déchets ménagers, provoque des odeurs nauséabondes et la prolifération des risques sanitaires. La présente étude a pour objectif d'identifier les facteurs explicatifs de la persistance des pratiques à risques des ménages. Dans une perspective beaucoup plus qualitative, l'étude documentaire, l'observation directe et un questionnaire semi-ouvert ont été mobilisés pour obtenir les données. L'interprétation de nos résultats a été basée sur la théorie structuralisme-constructiviste de Pierre Bourdieu et la théorie sociologique du risque d'Ulrich Beck. De l'analyse des résultats obtenus, il ressort que les ménages utilisent les déchets comme matériel utile à leur environnement. Par ailleurs, ils estiment que les risques sanitaires liés à la gestion des déchets ménagers, sont non mortels et ont une perception socio-culturelle des maladies causées par cette dernière.

---

**Mots clés :** Déchets ménagers, risque sanitaire, représentation sociale, perception, pratiques à risques

# Household Waste Management in the Towns of Adjame and Bingerville in the Autonomous District of Abidjan, Cote d'Ivoire

*N'tamon Ekissi Alexis, Doctorant*

Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie  
Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences  
Sociales et Humaines (LERISSH)

---

## Abstract

In the district of Abidjan, the quantity of household waste has experienced a rapid increase in recent decades due to the accelerated urbanization that characterizes it. In its various municipalities, especially those of Adjame and Bingerville, there is the presence of household garbage in the gutters, along roads and on public roads. This phenomenon, due to the poor management of household waste, causes foul odors and the proliferation of health risks. The objective of this study is to identify the explanatory factors for the persistence of risky household practices. From a much more qualitative perspective, the documentary study, direct observation and a semi-open questionnaire were used to obtain the data. The interpretation of our results was based on the structuralism-constructivist theory of Pierre Bourdieu and the sociological theory of risk of Ulrich Beck. From the analysis of the results obtained, it emerges that households use waste as material useful for their environment. In addition, they believe that the health risks associated with the management of household waste are non-fatal and have a socio-cultural perception of the diseases caused by the latter.

---

**Keywords:** Household waste, health risk, social representation, perception, risky practices

## 1. Introduction

Dans les pays en développement, la gestion des déchets ménagers solides est considérée comme l'un des problèmes environnementaux auxquels sont confrontées les villes (Gnangui, 2010). Les appellations « *ordures* », « *déchets* », « *les déchets solides ménagers* » ou autres terminologies employées, collent à ces productions issues de l'activité humaine, une charge négative qui les a longtemps repoussé au rang de matière inutile et dont il

fallait se débarrasser (Eyebiyi, 2010). En effet, la gestion des déchets ménagers souffre d'une déficience notoire et touche pratiquement toutes les zones urbaines. Le taux de collecte des déchets, dans de rares cas, atteint le seuil de 50% Nyassogbo (2005). Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, comme bien d'autres villes du Sud n'échappe pas à cette situation.

En effet, l'urbanisation dans les pays en développement, de façon générale et particulièrement celle de la Côte d'Ivoire reste très accélérée (Attahi, 2001). Depuis les années 1950, la Côte d'Ivoire est entrée dans un processus d'urbanisation, caractérisé par son ampleur et son extrême rapidité Chaléard (1996). D'une superficie de 322.463 km<sup>2</sup>, la Côte d'Ivoire compte selon les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (INS, 2014), 22.671.331 habitants avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,6%. La population urbaine notamment celle d'Abidjan est estimée à 4.395.243 millions d'habitants.

L'une des conséquences de la densité démographique et de l'urbanisation rapide est inévitablement la production excessive des déchets (Barles, 2005). Cette augmentation des déchets s'accompagne de la diversité de leur nature de plus en plus complexe du fait de la transformation des habitudes de consommation (Tissot, 2004). À Abidjan, la quantité des déchets générés est sans cesse croissante. De 1990 à 1996, elle est passée de 761.178 à 5.694.000 tonnes (Sané, 2002). Selon l'auteur, la production d'ordures est de 2600 tonnes par jour. Seulement 2000 à 2200 t/j sont collectées (BNETD, 2000). En 2014, la quantité de déchet collectée est de 1018301,27 tonnes (ANASUR, 2014). Cette situation dénote la difficulté des pouvoirs publics à assurer aux citoyens une gestion efficace des déchets ménagers (Nyassogbo, 2005). La desserte non rationnelle du service de gestion des déchets occasionne leur accumulation croissante et la prolifération des dépôts sauvages dans les zones périphériques et dans les lieux publics (abords des ruisseaux, lagune, drains, caniveaux, etc.). L'on assiste, donc, à une « *poubellisation* » urbaine (Zoa, 1996) où l'espace public est le lieu de « *spectacle* » des déchets avec lesquels la population est obligée de voisiner à travers une relation « espace privé propre et espace public sale ou puant (Botta et al, 2002). Il va sans dire que le climat insalubre fait partie du quotidien des Abidjanais (Coulibaly, 2007). La situation est plus dramatique dans les zones d'habitats précaires où la desserte du service est quasi inexistante.

Barbier (1997) n'a certainement pas tort lorsqu'il soutient que les déchets participent directement à l'émergence des « *problèmes globaux* ». Les effets nocifs ou les externalités négatives que représentent les déchets ménagers urbains peuvent avoir non seulement des impacts désastreux sur l'environnement, mais aussi sur l'état de santé de la population car ils sont à l'origine de plusieurs risques sanitaires. La Côte d'Ivoire n'est pas en marge de cette situation raison pour laquelle les autorités publiques ivoiriennes, à

travers le Plan National de Développement, ont indiqué les incidences réelles des déchets sur la santé humaine. En effet, en raison des nombreuses pollutions observées dans l'environnement, la population est de plus en plus exposée aux maladies infectieuses (fièvre typhoïde), parasitaires respiratoires et cutanées (Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire, 2009).

Nous observons en Côte d'Ivoire, dans le district autonome d'Abidjan et en particulier dans les communes d'Adjamé et de Bingerville que les ménages s'adonnent à des pratiques à risques. En effet, les ménages déversent les ordures dans les caniveaux et aux abords des routes. Cette pratique rend la ville insalubre. Dans certains quartiers comme Sans Lot, Berlin, Sodepalm, et Gbagba, à Bingerville, Bracodi, Williamsville, Bromakoté et Paillet extension à Adajmé, la défécation se fait en plein air. De plus, l'eau de ruissellement ou de toilette n'est pas loin des puits dont l'eau est utilisée par la population pour le ménage. Tous ces comportements et manières de faire entraînent la prolifération de risques sanitaires. A Bingerville, les populations sont constamment confrontées au paludisme, aux maladies diarrhéiques, aux infections respiratoires, aux dermatoses et à la fièvre typhoïde. En 2014, 11459 cas de paludisme, 3761 cas d'infections respiratoires aiguës, 1754 cas de diarrhée, 1523 cas de dermatologie, 40 cas de fièvre typhoïde et 6 cas de choléra ont été confirmés (Hôpital Général de Bingerville, 2014). De même à Adjamé, les populations sont confrontées à plusieurs risques sanitaires (paludisme, gale, diarrhée...) liés à la mauvaise gestion des déchets. Des alertes de choléra ont été lancées à plusieurs reprises et des campagnes de désinfections des cours ont eu lieu (Formations sanitaires urbaine de Williamsville, 2014).

Soucieux de résoudre ces problèmes, l'Etat a essayé d'apporter des solutions aux problèmes environnementaux. Ainsi, de 1960 jusqu'au 31 décembre 1991 où la collecte des ordures est revenue à la ville d'Abidjan, l'entretien de la ville d'Abidjan était assuré par la Société Ivoirienne de Travaux d'Aménagements Fonciers (SITAF). En 1992, en vue d'intensifier la collecte des ordures, une nouvelle société dénommée « *A.S.H International Disposal* » est créée et des coffres à ordures sont déposés dans toutes les communes d'Abidjan. Le 15 janvier 1995, l'hôtel de ville d'Abidjan a servi de cadre à la cérémonie d'installation officielle du Comité National de Salubrité Publique (CNSP).

Depuis 2013, le Ministère de la Salubrité Urbaine a effectué des déguerpissements sur toute l'étendue du territoire ivoirien pour libérer tout espace occupé anarchiquement par la population et les ordures afin d'assainir les villes. L'Etat a mis en place en 2007 un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « *Agence Nationale de la Salubrité Urbaine* ». Le 1<sup>er</sup> février 2017, le gouvernement a signé un décret annonçant tous les premiers samedi du mois comme étant le jour de l'environnement en

Côte d'Ivoire dans l'optique d'amener la population à avoir un comportement citoyen vis-à-vis de l'environnement. Cette opération est appelée « *grand ménage* ».

Nonobstant toutes ces actions mises en place, la gestion des déchets ménagers dans la ville d'Abidjan constitue un véritable problème à cause des pratiques auxquelles s'adonnent constamment les ménages occasionnant des risques sanitaires.

Face à cette problématique, la présente étude se fixe pour objectif d'identifier les facteurs déterminants de la persistance des pratiques à risques des ménages à Adjamé et à Bingerville.

Les pratiques à risques s'expliquent par la représentation sociale que les ménages se font des déchets ménagers et des risques sanitaires.

## **2. Matériels et méthodes**

Cette partie consiste à délimiter les champs de la recherche à travers le site et population, l'échantillon et la méthode d'analyse.

### **2.1. Matériel**

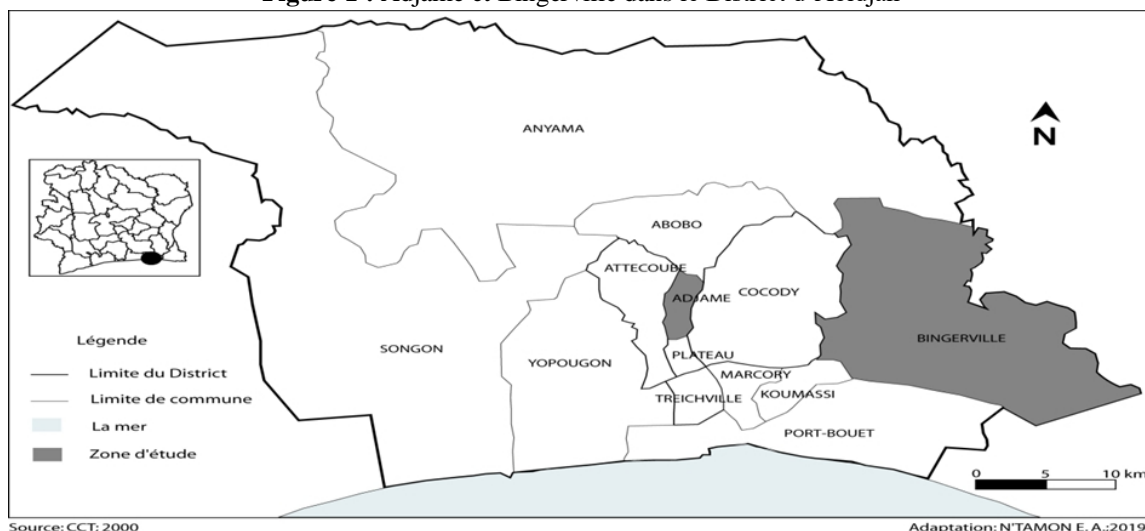
#### **2.1.1. Zone d'étude**

L'ANASUR, pour atteindre sa mission principale qui est la régulation du fonctionnement de la gestion de la filière des déchets, a subdivisé le District autonome d'Abidjan en cinq zones. Ce sont : zone 1 : Abobo et Anyama ; zone 2 : Treichville, Adjamé, Plateau et Attecoubé ; zone 3: Cocody et Bingerville ; zone 4: Yopougon et Songon ; zone 5 : Koumassi, Port-Bouët et Marcory (ANASUR, cité par Tra, 2013). La présente étude porte ainsi sur les zones 2 et 3 en particulier dans les communes d'Adjamé et de Bingerville.

Adjamé, dont le nom signifie « la rencontre ou le centre » est située au centre du district d'Abidjan. Elle est limitée par les communes du plateau, Attécoubé, Cocody et Abobo. Elle a une superficie de mille deux cent dix hectares. Aussi, elle abrite la majorité des gares de l'intérieur et de la sous-région. Elle compte officiellement neuf marchés dont le plus grand est le forum des marchés (Service Socio-culturelle de la mairie d'Adjamé, 2015). Adjamé, avec 40% de la population n'ayant aucun niveau d'instruction, 21% n'utilisent pas un mode adéquat d'évacuation des ordures ménagères et 31,2% en font de même au niveau des eaux usées (INS, 2014).

Bingerville est l'une des communes du district autonome d'Abidjan située au bord de la lagune Ebrié. Bourgade de marché, elle devient capitale de la colonie française entre 1900 et 1934, avant que la capitale ne soit délocalisée à Abidjan. Elle doit son nom au gouverneur français Louis Gustave Binger. Quant à Bingerville, quand bien que 31,62% ont un niveau secondaire, 60% n'ont pas un mode adéquat d'évacuation des ordures et 62,84% en font de même au niveau des eaux usées (INS, 2014).

**Figure 1 : Adjamé et Bingerville dans le District d’Abidjan**



Source : Centre de Cartographie et de Télédétection, 2000

**2.1.2. Bases des données collectées**

Cette étude a porté essentiellement sur les chefs de ménage des communes d’Adjamé et de Bingerville. Le dénombrement des ménages a été possible grâce au Recensement Général de la Population et de l’Habitat (INS, 2014).

**Tableau 1 : Effectif des ménages par commune**

LOCALITES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	NOMBRE DE MENAGE
ADJAME	193 733	179 245	372 978	77 362
BINGERVILLE	44 443	46 876	91 319	20 355

**Tableau 2 : Table statistique standard**

Population	Marge d’erreur			Niveau de confiance		
	10 %	5 %	1 %	90 %	95 %	99 %
100	50	80	99	74	80	88
500	81	218	476	176	218	286
1 000	88	278	906	215	278	400
10 000	96	370	4 900	264	370	623
100 000	96	383	8 763	270	383	660
1 000 000+	97	384	9 513	271	384	664

Selon la table statistique standard, la méthode de calcul a été le produit en croix

Si 100000 = 383

Alors 77 362 = 296, 29 soit 296 chefs de ménage à Adjamé.

Alors 20355 = 77, 96 soit 78 chefs de ménage à Bingerville.

## 2.2. Méthodes d'analyse

Deux types de dépouillement ont été entrepris à savoir le dépouillement qualitatif et le dépouillement quantitatif.

Pour l'analyse quantitative, les données rassemblées ont été dépouillées et analysées à l'aide du logiciel Spss 22.0 et Sphinx.

Les données qualitatives ont fait l'objet d'un dépouillement manuel. La lecture et relecture des réponses des enquêtées ont permis de repérer des mots clés et discours redondants. Les discours redondants sont classifiés en fonction des objectifs et des hypothèses. Les concepts émergents sont identifiés et mises en relation. Les indicateurs sont regroupés et quantifiés. Nous avons utilisé l'analyse de contenu thématique.

## 3. Résultats

### 3.1. Représentation des déchets par les ménages

#### 3.1.1. Utilisation des déchets comme matériel utile à leur environnement

##### 3.1.1.1 Déchets comme élément de remblayage des routes

Les ménages se représentent les déchets comme un matériel de remblayage des routes dégradées. C'est ce qui ressort des propos de ce chef de ménage : « *C'est à cause des ordures qu'on met dans le trou pour arranger la route que tu as eu route pour venir ici sinon la voie était mal gâtée. C'est nous qui arrangeons ça, la mairie fait rien* ». Pour eux, la mairie ne joue pas son rôle car elle ne s'intéresse pas à la dégradation alarmante de leur route. Parfois plusieurs ménages sont sollicités pour apporter leurs déchets afin d'arranger les différentes voies en très mauvaises état due à l'érosion. C'est ce qu'affirme cet enquêté : « *Tout le monde fait ça ici, nous mettons les déchets dans les trous pour les boucher, c'est bon pour l'état de la route car la mairie ne faire rien pour les arranger* ». Cette technique de gestion des déchets est mise en évidence dans la photo ci-dessous.

**Photo 1 :** Ordures pour rétablir la route





Source : Notre enquête, 2017

Cette représentation permet de comprendre que les ménages ignorent que cette technique de gestion contribue à la dégradation de l'environnement, à la prolifération des moustiques, d'où des maladies environnementales.

### **3.1.1.2 Déchets comme élément de nutrition et d'appât pour les poissons**

Les ménages qui vivent en bordure de la lagune Ebrié, utilisent les ordures pour nourrir et attirer les poissons afin que la pêche soit productive. C'est ce qu'affirme un chef de ménage : *« C'est à cause des déchets que nous versons dans la lagune qu'il y a poisson ici et c'est à cause de ça, ils viennent beaucoup au bord ou pas loin des déchets. C'est facile pour les attraper car on va pas trop loin avec la pirogue »*. Nous constatons qu'en dépit de la dégradation de l'environnement physique, des odeurs nauséabondes et des risques sanitaires rencontrés, les ménages ne font que se concentrer sur les avantages ou l'utilité qu'ils retirent.

Le choix des ménages de jeter leurs ordures dans tel lieu ou tel autre, le mode de traitement des déchets ne sont pas, forcément, le fait d'un hasard. Comme le montre les propos de cet enquêté : *« Ce n'est pas bien mais c'est comme ça on a toujours fait ici. Il n'y a pas de coffre à ordures et c'est comme ça que les parents faisaient depuis longtemps »*, il découle du système de rejet traditionnel et du savoir social, donc du fruit d'une histoire sociale. Ces valeurs et ces modèles constituent pour ceux-ci un repère et un stimulus social. En plus, la pratique socio-symbolique et la cohérence identitaire qui en découlent sont reconnues par les autres.

Le fait de jeter les ordures dans la lagune n'est pas perçu comme un acte insalubre. Les manières d'agir des ménages dépendent du cadre de socialisation et sont fondés, pour la plupart des cas, sur des conceptions historique, sociale et culturelle. Il en résulte de valeurs symboliques et identitaires qui sont appropriées et reproduites par le groupe social concerné.



### 3.1.1.3 Déchets comme digue de protection

Les habitats d'Adjamé Williamsville I, paillet et des quartiers de Bingerville, étant situé en hauteur, sont soumis constamment à l'érosion et ceux dans les vallées à de nombreuses inondations en saison pluvieuse. Face à la montée croissante des eaux et aux nombreux dégâts occasionnés dans les maisons, les déchets mis dans des sacs ou à l'air libre, sont utilisés comme digue dans l'optique de ralentir la vitesse de l'eau ou de canaliser l'eau. Notons les propos de certains d'entre eux: *«C'est à cause des déchets dans les sacs superposés ici que nous sommes encore vivants et que vous êtes devant nous car ils nous protègent des inondations »* ; *«Je sais que c'est à cause des ordures à coté et derrière la maison que vous posez cette question. Mais si les gens ne versaient pas ici, nos maisons allaient tomber depuis longtemps. Donc on doit dire merci aux ordures et nous même nous versons à coté et derrière là aussi »*. Ces propos montrent que pour ces ménages, les risques de pollution et d'inondation sont inhérents à leur vie. On peut le voir dans la photo ci-dessous.

**Photo 2** : Les déchets comme digue de protection



**Source** : Notre enquête, 2017

Les ménages qui agissent ainsi sur la seule base de leur propre intérêt, ignorent les conséquences de leurs actes à grande échelle et sont fréquemment

à l'origine de nombreuses agressions vis-à-vis de l'environnement. Il existe donc peut-être quelque chose encore plus important que les avantages individuels que sont les avantages collectifs ou sociaux tirés d'un comportement individuel correcte vis-à-vis de l'environnement.

#### **3.1.1.4 Déchets comme une arme de réplique à l'état de leur environnement**

Les déchets sont considérés aussi comme une arme de réplique à l'insalubrité de leur quartier. En effet, ces ménages sous-tendent que la majorité des déchets à Adjamé proviennent d'Abobo, des II plateaux et de Cocody par le canal des eaux pluviales. C'est ce qu'affirme ce chef de ménage : « *Abobo et II plateau gâtent notre quartier donc nous aussi, on va gâter pour les autres, là tout Abidjan sera même chose et l'Etat va régler ce problème* ».

Ces différents quartiers polluant ainsi leur environnement, il leur faut en produire aussi pour les quartiers comme Fraternité matin, Indénié, Plateau et Treichville en déversant les déchets dans les caniveaux pour que l'eau les emporte. Cette manière de faire des ménages traduit un manque de conscience écologique.

### **3.2. Représentation des risques sanitaires**

#### **3.2.1 Risques sanitaires comme non mortel**

Concernant les risques sanitaires, certains ne se les représentent plus comme dangereux pour la santé. A ce propos, un enquêté affirme « *la gale, la diarrhée et le paludisme ne sont plus des maladies mais notre pommade car petits et grands, on a ça constamment ici* ». Ces propos traduisent une résilience des ménages. Ceci met en exergue le manque de sensibilisation par le District d'Abidjan sur les risques sanitaires mais aussi sur la non fréquentation massive des hôpitaux par les ménages.

Cette représentation se transmet aux enfants, ce qui devient, pour emprunter le concept à Bourdieu, leur habitus qui est un système de dispositions durables et transposables. Des enfants travaillent aux mains nues dans une rigole connectée aux tuyaux des eaux usées et latrines, en quête d'objets précieux (chaînes, bagues, cuillères, fourchettes...) dans l'optique de les revendre.

Ils disent être encouragés par leurs parents dans cette activité et savent quelle est la provenance de ces déchets. Concernant l'exposition aux risques sanitaires, ils affirment unanimement « *on sait qu'on peut tomber malade mais ça va pas nous tuer car il y a longtemps on pratique ça* ». Cette réponse met en évidence le manque d'éducation environnementale de la part des parents.

**Photo 3 : Des enfants dans une rigole en quête d'objets précieux**



Source : Notre enquête, 2017

### **3.2.2 Maladies comme la volonté divine**

Dans les représentations du monde de ces ménages, la prolifération des maladies est due à la volonté de Dieu. Du point de vue des ménages, les risques sanitaires font partie des signes des derniers jours de Dieu car il a annoncé qu'il y aura des pestes et des disettes. Ainsi des enquêtés s'expriment en ces termes à la question de savoir si leur gestion des déchets influait sur leur état de santé à la maison : *« mon petit faut pas te fatiguer, affaire de maladie là, c'est la volonté de Dieu. Tout ça là, ça veut dire que la fin du monde est arrivée »* ; *« Il ne faut pas oublier que toutes ces maladies font partir des signes des derniers jours aussi hein »*.

Ceci permet donc d'expliquer l'implication des croyances religieuses sur la vie des ménages dans le cadre des risques sanitaires. La religion affecte ainsi les comportements sociaux des individus de façon directe par des règles et la volonté de Dieu qu'elle proclame.

### **Discussion**

Les résultats de la présente recherche ont montré que les représentations socioculturelles des déchets et des risques sanitaires des ménages permettent d'expliquer la gestion des déchets dans le district autonome d'Abidjan.

Pour les ménages, les déchets sont perçus comme matériel utile c'est-à-dire un remblayage des routes, éléments de nutrition et appât pour les poissons et digue de protection. Les risques sanitaires sont perçus comme non mortel mais aussi comme la volonté de Dieu.

Les résultats de la recherche corroborent certaines études socio-anthropologiques qui ont montré que les représentations sociales des déchets, ont une influence sur le comportement des ménages en matière de gestion des déchets.

À cet effet, Traoré (2011), a relevé que la représentation du propre et du sale a une incidence sur le rapport que l'on a avec son environnement.

Tanya et Yekonni (2011) révèlent que la perception de la poubelle et du déchet explique le comportement des citoyens en matière de gestion des déchets. Quant à Magali (2002), il met plutôt l'accent sur le pouvoir de construction identitaire du déchet. Pour lui, le déchet met en jeu l'identité et des identités. Jeter, cela revient à évacuer hors de soi, que ce soit désigner la municipalité, le collectif de l'immeuble, la famille, le couple ou l'individu. Le déchet met en jeu une question identitaire, puisqu'il nécessite que l'on sépare l'ivraie de bon grain, c'est-à-dire que l'on sélectionne ce qui mérite d'être assimilé à l'individu ou au groupe, pour expulser ce qui est indigne. L'huilier et Cochin (1999) développent une approche psycho-sociologique. Ils comparent les ordures aux excréments. Les déchets sont ainsi jetés en marge comme les excréments. Ils développent les notions de propre et de sale, de pur et impur. Magali (2002), en mettant l'accent sur le pouvoir de construction identitaire du déchet, explique que le pouvoir identitaire du déchet oblige le détenteur à son abandon pour éviter le jugement d'autrui.

Cependant, les appellations « *ordures* », « *déchets* », « *les déchets solides ménagers* » (Eyebiyi, 2010) ou autres terminologies employées, collent à ces productions issues de l'activité humaine, une charge négative qui les a longtemps repoussé au rang de matière inutile et dont il fallait se débarrasser. Or la société de marché et l'influence du libéralisme économique appellent aujourd'hui à réhabiliter les déchets ménagers dans une perspective de valorisation. La marchandisation du monde n'épargne pas ces matières constituées en bien potentiels, échangeables et monnayables tant en termes de capital symbolique qu'économique. C'est dire que la perception du déchet comme objet souillé ou sale n'est qu'une construction sociale : un objet considéré comme un déchet par l'un, peut ne pas l'être pour l'autre. Car aujourd'hui, le déchet est devenu un bien marchand, ce qui veut dire qu'il perd sa nature d'objet souillé ou sale.

Bocoum montre à travers sa recherche que traditionnellement, les déchets sont utiles parce qu'ils ont une valeur agricole et sont vus comme un signe de richesse et de fécondité à travers la notion de « *tampouré* ». Pour Bocoum (2003), les populations ont une représentation négative des déchets

selon laquelle, les ordures sont des déchets nuisibles, polluants et auxquelles elles attribuent la cause de certaines maladies vectorielles (tétanos) et des nuisances sociales à cause des mésententes entre voisins. La gestion des déchets obéit selon lui à un type de représentation.

Les résultats de la présente recherche ont révélé aussi que les représentations sociales (les croyances) déterminent les pratiques des acteurs. Plus explicitement, le rapport de l'individu à la gestion des déchets ménagers est tributaire de son cadre de socialisation, bref du contexte socioculturel. De tels résultats ont été déjà mis en évidence dans certains travaux. À titre d'exemple, une étude de Nzuzi (2008) menée à Kinshasa (Zaïre) mettait en évidence l'influence des croyances populaires : « *le noir ne meure pas de microbes* », « *les décharges sauvages, sièges des esprits impurs* » sur la gestion des ordures. Également, une étude empirique menée en 1996 par Zoa à Yaoundé (Cameroun) a montré que le rapport de l'individu au déchet était chargé d'un ordre symbolique et de modèles socioculturels prenant en compte les stéréotypes et les rites. Comme l'a si bien montré Zoa, dans l'imaginaire social des populations étudiées, des interdits et croyances sont rattachés à la gestion des ordures : « on ne verse pas les ordures la nuit parce que le sorcier vient rester là où c'est propre et il mange la famille », « *chez nous, la tradition n'accepte pas qu'une femme enceinte balaie la nuit parce que cela crée le retardement de l'enfant quand elle va accoucher* », « *il est défendu de jeter la nuit parce que ça apporte malheur* ». Selon l'auteure, les croyances traditionnelles tiennent une place primordiale à telle enseigne qu'à certains moments, les groupes interrogés cohabitent avec ce qui est sale ou répugnant. C'est sans doute la raison pour laquelle Douglas (2001) mentionne que souillure et pollution sont en relation étroite avec les croyances religieuses et les interdits divers. En effet, une étude réalisée par Esoh (2004) chez les ethnies Bassa de Douala du Cameroun révèle que le déchet comporte une grande utilité sociale et culturelle tout en revêtant une dimension symbolique et spirituelle. Il est utilisé, selon l'auteur, pour des besoins à caractère magico-religieux, thérapeutique ou cérémoniel.

Nous comprenons que la représentation des ménages a un impact sur leur environnement.

C'est pourquoi, selon Jodelet (1997), une représentation sociale est une « forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité comme un ensemble social ». Le fait qu'elle soit socialement construite implique qu'elle a été élaborée à partir d'expériences et de connaissances individuelles, mais aussi collectives. Par ailleurs, le fait que la représentation sociale soit partagée par un ensemble, fait en sorte que les membres de cet ensemble ont une vision commune de leur milieu ; ce qui structure leur réalité de façon analogue.

Les représentations sont donc influencées par toute forme de facteurs sociaux tels que les pratiques des individus et leur cadre de vie. C'est pourquoi l'intérêt de l'étude des représentations sociales est aussi une façon de mettre en perspective la relation sujet-objet au sein d'interactions objet-individu-environnement.

Contrairement aux résultats des autres études, la présente recherche a permis de comprendre qu'en dehors des représentations du sale ou du propre et des déchets, les représentations sociales des déchets et des risques sanitaires ont également une influence sur le comportement des individus.

### **Conclusion**

La présente étude est une contribution à la connaissance des représentations des ménages sur la gestion des déchets ménagers dans le district autonome d'Abidjan.

Il ressort des résultats que les représentations sociales que les ménages se font des déchets ménagers et des risques sanitaires, ont un impact négatif sur leurs manières de gérer leurs déchets. Cette gestion a un impact tant sur leur environnement immédiat que sur leur santé. Face à ces différentes représentations des déchets et des risques sanitaires, nous comprenons qu'il est impérieux de mettre en exergue une politique d'éducation environnementale efficace et rigoureuse pour éradiquer les risques sanitaires et une bonne gestion des déchets pour le bien-être des ménages.

Les résultats ainsi obtenus avec l'analyse du contenu peuvent aussi varier en fonction des critères sélectionnés, de la perception des enquêtés et de la connaissance des chercheurs. Toutefois, ces résultats peuvent servir de boussole dans la gestion des déchets ménagers et d'orientation dans les politiques d'éducation environnementale envers les ménages.

### **References :**

1. ATTAHI, K. (2001). *Gestion des déchets urbains, Abidjan*, In Onibokun, A.G (dir), *Gestion des déchets urbains. Des solutions pour l'Afrique*. Paris : CRDI-Karthala. pp. 10-37.
2. BAMBERG, S. et MOSER, G. (2007). *Twenty years after Hines, Hungerford and Tomera: A new meta-analysis of psycho-social determinants of pro-environmental behaviour*. *Journal of Environmental Psychology*, vol. 27, pp. 14-25. Cité par Dje, A (2012).
3. BARBIER, R. (1997). *Les déchets dans la ville. Un parcours historique*, *Traverse*, n° 2, pp. 83-98.
4. BARLES, S. (2005). *L'invention des déchets urbains : France 1790-1970*, Seyssel: Champ Vallon. 297p.
5. BOCOUM, H. (2003). *Représentation et prégnance du passé au quotidien. Le passé dans la construction des convictions populaires au*

- Mali (1960 à nos jours)*. Ecole doctorale d'histoire de l'Université Paris I.
6. BOTTA, H., BERDIER, C. et DELEUIL, M. (2002). *Enjeux de la propreté urbaine*. Suisse PPUR.179P.
  7. CHALEARD, J-L. (1996). *Temps des villes, temps de vivres : L'essor du vivrier en Côte d'Ivoire*. Coll. Hommes et Société, Sciences Économiques et Politiques. Paris : Karthala. 661p.
  8. COULIBALY, D. (2007). *L'environnement et le discours écologique en Côte d'Ivoire. Entre idéologie politique et pratiques culturelles*. KasaByaKasa. N°11.
  9. DOUGLAS, M. (2001). *De la souillure : Essai sur les notions de pollution et de tabou*. La Découverte, Coll. 104. 205p.
  10. ESOH, E. (2004). *Interculturaliser le développement durable*. Actes du colloque Développement durable : Leçons et perspectives. Université de Ouagadougou, 4- 6 juin 2004), Agence Universitaire de la Francophonie, Agence Intergouvernementale de la Francophonie, Tome 1, pp. 71-80.
  11. EYEBIYI, E. (2010). *Gérer les déchets ménagers en Afrique : le Bénin entre local et global*. Paris : L'Harmattan. 244P.
  12. GNANGUI, A. (2010). *La politique de l'environnement dans les capitales africaines: le cas de la ville d'Abidjan en Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan. 277p.
  13. JODELET, D. (1997). *Les représentations sociales*. Paris : Presses Universitaires de France. 130p.
  14. Formations Sanitaires Urbaines de Williamsville. (2014). *Bilan de Gestion 2013 et Projet de budget 2014 des ressources propres FSU Williamsville*.
  15. LHUILIER, D. et COCHIN, Y. (1999). *Des déchets et des hommes*. Paris, Desclée de Brouwer. 185p.
  16. MAGALI, P. (2002). *Les déchets ménagers, entre privé et public, approches sociologiques*. Paris : L'Harmattan. 190p.
  17. Ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire (2009-2011). *Plan national de gestion des déchets* 99p.
  18. NYASSOGBO, G. (2005). *La zone lagunaire de Lomé : problèmes de dégradation de l'environnement et assainissement*. Annales de l'Université Omar Bongo, n°11, janvier Série Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales, Presses universitaires du Gabon (PUG), pp. 390-408.
  19. NZUZI, L. (2008). *Kinshasa : ville et environnement*. L'Harmattan. p. 282.

20. RGPH. (2014). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*. Secrétariat Technique Permanent du Comité Technique du RGPH. 26p.
21. Service Socio-culturelle de la mairie d'Adjamé. (2015). *Présentation de la commune d'Adjamé*. 15p.
22. (Service environnement de la mairie de Bingerville, 2015). *Présentation de la commune de Bingerville*. 10 p.
23. TANYA, M et YEKONNI, M. (2011). *Pratiques culturelles et gestion des déchets*. Liaison énergie francophone gestion des déchets ménagers regard croisés, n°90. 4<sup>ème</sup> trimestre. pp.11-13.
24. Tra, F. (2013). « *Mise en œuvre de la politique publique des ordures ménagères en Côte d'Ivoire : quand la coopération et la coordination deviennent inopérantes dans le district d'Abidjan*. Revue Togolaise des Sciences Vol. n°2 – juillet – décembre 2013. pp. 256-270.
25. TRAORE, M. (2011). *Le sale et le propre : modes de gestion des déchets ménagers et logiques identitaires à Ouagadougou*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Poitiers.
26. ZOA, A. (1996). *Les ordures à Yaoundé. Urbanisation, environnement et politique au Cameroun*. Paris: L'harmattan. 192 p.